

Résultats semestriels ENGIE au 30 juin 2018

Poursuite de la croissance organique et confirmation des objectifs annuels

Les résultats du premier semestre 2018 sont portés par une croissance organique¹ solide reposant en bonne partie sur les activités renouvelables et les infrastructures. La performance des solutions clients est contrastée, avec une contribution positive des activités BtoB et BtoT qui compense les effets de la baisse des marges de certaines activités BtoC.

Ces effets, complétés par la très bonne performance des activités *merchant*, portées en particulier par les résultats excellents des activités d'achat et vente de gaz au premier semestre, et par la croissance attendue au second semestre, devraient permettre de compenser les effets défavorables attendus des maintenances non programmées de certaines unités nucléaires belges.

ENGIE confirme ainsi ses objectifs pour l'année 2018*.

Chiffres-clés du premier semestre 2018²

- **Chiffre d'affaires** : 30,2 milliards d'euros, en croissance brute de 0,1 % et en croissance organique de 0,8 %.
- **Ebitda** : 5,1 milliards d'euros, en croissance brute de 1,3 % et en croissance organique de 6,2 %.
- **Résultat opérationnel courant**³ : 3,1 milliards d'euros, en croissance brute de 1,4 % et en croissance organique de 7,2 %.
- **Résultat net récurrent part du Groupe des activités poursuivies**⁴ : 1,5 milliard d'euros, en croissance brute de 11,4 % et en croissance organique de 18,9 %.
- **Dette nette** : 20,5 milliards d'euros, soit - 2,0 milliards d'euros par rapport à fin 2017.

Le Groupe poursuit son repositionnement stratégique visant à réduire son empreinte carbone et son exposition aux prix des commodités pour accélérer son développement sur les activités peu émettrices de CO₂, les infrastructures et les solutions clients.

Suite à la **cession de la participation dans Glow** en Asie-Pacifique, annoncée en juin, les capacités de production électrique du Groupe à base de charbon ne représenteraient plus que 5 % des capacités installées totales.

Au cours du premier semestre, ENGIE a également continué à se développer par une **croissance organique dynamique** et une **croissance externe ciblée**, en particulier avec des appels d'offres de projets renouvelables remportés pour plus de 800 MW et des acquisitions de développeurs éolien et solaire de premier plan réalisées aux Etats-Unis et en France.

La dette nette a été réduite de manière significative et la structure financière du Groupe reste très solide, confirmée par le relèvement récent des perspectives de S&P de négatif à stable, avec une notation A- maintenue, ainsi que par le renouvellement de la notation A2 avec perspective stable de Moody's.

Lors de la présentation des résultats 2017, ENGIE a annoncé une nouvelle politique de dividende, avec un dividende en hausse de + 7,1 % à 0,75 euro par action en numéraire au titre des résultats 2018. Un acompte de 0,37 € sur le dividende 2018 sera versé le 12 octobre 2018.

* En particulier, la confirmation de ces objectifs 2018 repose sur l'hypothèse d'un redémarrage des unités nucléaires belges conformément au calendrier publié dans REMIT à ce jour.

N.B. Les notes de bas de page numérotées se trouvent en page 8.



A l'occasion de la présentation des résultats semestriels 2018, Isabelle Kocher, Directrice Générale d'ENGIE, a déclaré : « Le retour à la croissance organique observé en 2017 se confirme au premier semestre 2018, appuyé par le développement continu de la majorité de nos activités. Dans la production d'électricité peu émettrice de CO₂, la croissance du portefeuille de projets renouvelables a été soutenue, notamment suite à des appels d'offres gagnés et à des acquisitions ciblées dans différents pays. Par ailleurs, ENGIE dispose d'une base d'actifs régulés dans les infrastructures en forte augmentation suite à la régulation des activités de stockage de gaz en France, effective depuis le premier semestre 2018. En outre, la dynamique commerciale s'est confirmée dans les solutions clients : ENGIE concrétise ainsi de nombreuses opportunités dans les services avec des hausses du chiffre d'affaires de + 11 % et du carnet de commande en installation et ingénierie de + 13 % et dispose désormais d'un portefeuille mondial de 24 millions de contrats de prestation de services et de vente d'énergie aux particuliers, avec notamment une position de leader sur les offres de marché de vente de gaz et d'électricité en France. Enfin, l'engagement au quotidien de nos équipes nous permet de poursuivre notre repositionnement stratégique et de confirmer l'ensemble des objectifs pour cette année, au service d'un progrès plus harmonieux. »

Données financières du premier semestre 2018

En milliards d'euros	30/06/2018	30/06/2017 ⁵	Δ 2018/17 brute	Δ 2018/17 organique
Chiffre d'affaires	30,2	30,2	+ 0,1 %	+ 0,8 %
Ebitda	5,1	5,0	+ 1,3 %	+ 6,2 %
Résultat Opérationnel Courant³	3,1	3,0	+ 1,4 %	+ 7,2 %
Résultat net récurrent part du Groupe (activités poursuivies⁴)	1,5	1,3	+ 11,4 %	+ 18,9 %
Résultat net, part du Groupe	0,9	1,2		
Cash Flow From Operations⁶ (CFFO)	3,3	3,8	- 0,6 Md €	
Dette nette financière au 30 juin 2018	20,5	- 2,0 Mds € vs. 31/12/2017		

Analyse des données financières du premier semestre 2018

Chiffre d'affaires de 30,2 milliards d'euros

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2018 s'élève à 30,2 milliards d'euros, en variation de + 0,1 % en brut et de + 0,8 % en organique par rapport au premier semestre 2017.

La variation brute du chiffre d'affaires est impactée par un effet de change défavorable, notamment lié à la dépréciation du dollar américain et du real brésilien face à l'euro, ainsi que par des effets de périmètre globalement positifs.

La croissance organique du chiffre d'affaires s'explique majoritairement par la forte augmentation de la production d'électricité d'origine renouvelable, principalement hydraulique, en France et au Brésil, et par la mise en œuvre de la régulation du stockage de gaz en France. Ces effets sont partiellement compensés en particulier par l'effet des nouvelles modalités de comptabilisation des contrats d'approvisionnement long terme de gaz en Europe depuis fin 2017, sans effet sur l'Ebitda.



Ebitda de 5,1 milliards d'euros

L'Ebitda de la période s'élève à 5,1 milliards d'euros, en variation de + 1,3 % en brut et en forte croissance organique de + 6,2 % par rapport au premier semestre 2017.

La croissance brute intègre un effet de change défavorable notamment lié à la dépréciation du dollar américain et du real brésilien face à l'euro et un effet périmètre légèrement négatif s'expliquant principalement par la cession de la centrale de production d'électricité à base de charbon Loy Yang B en Australie début 2018 et des activités de génération thermique au Royaume-Uni et en Pologne en 2017. Cet effet périmètre est partiellement compensé par l'acquisition de deux concessions hydroélectriques au Brésil fin 2017 et par plusieurs acquisitions en 2017, dont Tabreed, leader des réseaux urbains de froid au Moyen-Orient, et Keepmoat Regeneration, leader des services de rénovation pour les collectivités locales au Royaume-Uni.

La croissance organique s'explique principalement par les effets constatés au niveau du chiffre d'affaires. La très bonne performance des activités d'achat et de vente de gaz, liée à un contexte de marché favorable en Europe et à l'effet du changement du mode de gestion de certains contrats long terme de la Business Unit GEM, et les effets du programme de performance *Lean* 2018 contribuent également à cette croissance organique. Ces effets viennent plus que compenser l'indisponibilité d'unités nucléaires belges sur la période.

Ebitda <i>En millions d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017⁶	Variation brute	Variation organique
Amérique du Nord	102	100	+ 1,9 %	+ 9,0 %
Amérique latine	924	920	+ 0,4 %	+ 8,7 %
Afrique / Asie	534	665	- 19,8 %	- 6,2 %
Benelux	133	242	- 44,9 %	- 44,9 %
France	858	820	+ 4,6 %	+ 5,3 %
Europe hors France & Benelux	375	389	- 3,7 %	- 2,5 %
Infrastructures Europe	1 965	1 885	+ 4,2 %	+ 4,2 %
GEM	124	- 120	+ 203,4 %	+ 201,5 %
Autres	50	99	- 49,3 %	- 5,3 %
Groupe ENGIE	5 065	5 000	+ 1,3 %	+ 6,2 %

Selon les segments, la performance organique de l'Ebitda est contrastée :

- **L'Ebitda du segment Amérique du Nord** affiche une forte croissance organique de + 9,0 % du fait de l'effet température positif aux Etats-Unis sur les activités de production d'électricité d'origine thermique et de la contribution du champ solaire Holman mis en service au Texas au second semestre 2017.
- **L'Ebitda du segment Amérique latine** présente une forte croissance organique de + 8,7 % qui s'explique principalement par l'amélioration de la contribution des activités de production hydroélectrique au Brésil, des augmentations tarifaires dans la distribution de gaz au Mexique et en Argentine ainsi que par de nouveaux contrats long terme d'électricité au Chili. Ces effets sont partiellement compensés par la fin de contrats long terme d'électricité au Pérou fin 2017.



- **L'Ebitda du segment Afrique / Asie** connaît une décroissance organique forte de - 6,2 % s'expliquant principalement par des effets défavorables relatifs aux *one-offs* positifs en 2017 liés au contrat Fadhili en Arabie Saoudite et à la résolution de litiges au Moyen-Orient ainsi que par la fermeture de la centrale à charbon Hazelwood en Australie en mars 2017.
- **L'Ebitda du segment Benelux** est en décroissance organique très significative de - 44,9 % principalement à cause de la baisse de volumes liée majoritairement aux arrêts prolongés des centrales de Doel 3 et de Tihange 3 ainsi qu'à la baisse des prix captés de l'électricité. Ces effets sont partiellement compensés par des volumes favorables réalisés dans les activités de commercialisation d'énergie.
- **L'Ebitda du segment France** présente une croissance organique de + 5,3 % principalement liée à la très forte augmentation de la production électrique renouvelable d'origine hydraulique, partiellement compensée par la baisse des marges dans les activités de commercialisation de gaz aux particuliers.
- **L'Ebitda du segment Europe hors France et Benelux** enregistre une décroissance organique de - 2,5 % qui s'explique notamment par la baisse des volumes et des tarifs de l'activité de distribution de gaz en Roumanie et par la réduction des marges dans la production d'électricité d'origine hydraulique au Royaume-Uni.
- **L'Ebitda du segment Infrastructures Europe** affiche une croissance organique de + 4,2 % due principalement à la mise en œuvre de la régulation du stockage de gaz en France au 1^{er} janvier 2018 ainsi qu'à la bonne performance de GRDF, avec notamment un effet température favorable et une accélération du déploiement des compteurs communicants de gaz.
- **L'Ebitda du segment GEM (Global Energy Management)** est en très forte croissance organique ; cela s'explique principalement par la très bonne performance des activités d'achat et de vente de gaz dans un contexte de marché favorable, comparativement au premier trimestre 2017 qui était marqué par des difficultés d'approvisionnement dans le sud de la France, et par le changement du mode de gestion de certains contrats long terme.
- **L'Ebitda du segment Autres** est en décroissance organique de - 5,3 % du fait notamment de la baisse de la contribution des activités thermiques en Europe, qui avaient bénéficié en 2017 de conditions de marché exceptionnellement favorables, partiellement compensée par les économies réalisées dans le cadre du programme *Lean 2018*.

Résultat opérationnel courant de 3,1 milliards d'euros

Le résultat opérationnel courant après quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence s'élève à 3,1 milliards d'euros, en progression de + 1,4 % en brut et de + 7,2 % en organique par rapport au 30 juin 2017, en ligne avec les taux de croissance de l'Ebitda.



Résultat net récurrent part du Groupe des activités poursuivies de 1,5 milliard d'euros

Résultat net part du Groupe de 0,9 milliard d'euros

Le **résultat net récurrent part du Groupe des activités poursuivies** s'élève à 1,5 milliard d'euros au 30 juin 2018, en forte hausse de + 11,4 % par rapport au 30 juin 2017, en lien avec l'amélioration constatée au niveau du résultat opérationnel courant après quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence à laquelle s'ajoute une amélioration du taux effectif d'impôt récurrent.

Le **résultat net part du Groupe des activités poursuivies** s'élève à 1,1 milliard d'euros, en amélioration par rapport au 30 juin 2017. Il intègre l'impact très positif de l'évolution de la juste valeur des contrats de couverture d'achat et de vente de commodités ainsi que les moindres dotations aux provisions pour restructuration. Ces effets sont partiellement compensés par de moindres plus-values de cessions par rapport au premier semestre 2017 et par l'effet des pertes de valeur sur la période.

Le **résultat net part du Groupe** s'élève à 0,9 milliard d'euros, contre 1,2 milliard d'euros au 30 juin 2017. Il intègre - 0,2 milliard d'euros de résultat net part du Groupe lié aux activités amont du gaz naturel liquéfié (« Activités non poursuivies »).

Dettes nettes financières de 20,5 milliards d'euros

La **dettes nettes financières** s'établit à 20,5 milliards d'euros, en réduction de - 2,0 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2017. Elle bénéficie principalement de la génération de cash-flow des opérations sur l'exercice (3,3 milliards d'euros), des effets du programme de rotation de portefeuille (3,4 milliards d'euros ; avec notamment la finalisation des cessions des activités Exploration-Production, de la centrale de production d'électricité à base de charbon Loy Yang B en Australie et des activités de distribution en Hongrie ainsi que le classement en « Actifs destinés à être cédés » de la participation dans Glow, opérateur de centrales de production d'électricité dans la région Asie-Pacifique), de l'évolution nette de l'encours d'obligations hybrides (0,4 milliard d'euros) ainsi que d'un effet change légèrement favorable. Ces éléments sont partiellement compensés par les investissements bruts de la période (3,6 milliards d'euros) ainsi que par le versement de dividendes aux actionnaires d'ENGIE SA (0,8 milliard d'euros) et aux participations ne donnant pas le contrôle (0,5 milliard d'euros).

Le **cash-flow des opérations (CFFO)** s'établit à 3,3 milliards d'euros, en recul de - 0,6 milliard d'euros par rapport au 30 juin 2017. Cette évolution s'explique par la normalisation de la variation de besoin en fonds de roulement pour - 1,2 milliard d'euros, partiellement compensée par une amélioration de la génération de cash opérationnelle⁷, par une baisse du coût de la dette et par de moindres décaissements d'impôts.

A fin juin 2018, le **ratio dettes nettes financières / Ebitda** s'élève à 2,2x, très inférieur à l'objectif d'un ratio inférieur ou égal à 2,5x. Le coût moyen de la dette brute de 2,53 % est en légère baisse par rapport à fin décembre 2017.

Le **ratio dettes nettes économiques**⁸ / Ebitda s'établit à 3,8x, stable par rapport à fin 2017.

Le 30 avril 2018, l'agence de notation S&P a confirmé le rating long terme A- de ENGIE en faisant passer sa perspective de négatif à stable.

Le 13 juin 2018, l'agence de notation Moody's a confirmé le rating long terme A2 de ENGIE avec une perspective stable.



Poursuite du repositionnement stratégique d'ENGIE

ENGIE poursuit avec succès son **repositionnement stratégique** :

- la cession de la participation dans Glow en Asie-Pacifique annoncée en juin aura un impact de 3,3 milliards d'euros sur la dette nette consolidée d'ENGIE. Elle permet au Groupe de **finaliser son programme de rotation de portefeuille** lancé il y a deux ans avec, à ce jour, 16,2 milliards d'euros⁹ de cessions annoncées, dont 12,9 milliards d'euros de cessions déjà finalisées ;
- le **programme d'investissements est également finalisé**, avec 12,7 milliards d'euros⁹ d'investissements de croissance investis depuis 2016 et 1,9 milliard d'euros d'investissements sécurisés à fin juin 2018 ;
- sur le **programme de performance Lean 2018**, 1,1 milliard d'euros⁹ de gains nets au niveau de l'Ebitda ont été réalisés à fin juin 2018. A ce jour, le Groupe a **identifié la totalité des actions** à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif de 1,3 milliard d'euros d'économies à fin 2018.

Objectifs financiers 2018

Le Groupe confirme ses objectifs financiers pour 2018¹⁰ :

- un **résultat net récurrent part du Groupe compris entre 2,45 et 2,65 milliards d'euros**. Cet objectif repose sur une fourchette indicative d'Ebitda de 9,3 à 9,7 milliards d'euros ;
- un **ratio dette nette financière / Ebitda inférieur ou égal à 2,5x** et le maintien d'une **notation de catégorie "A"** ;
- un **dividende de 0,75 euro par action au titre de 2018**, payable en numéraire.

Faits marquants du Groupe

- **10 janvier 2018 : ENGIE établit un nouveau record en matière d'obligations hybrides avec le coupon le plus bas encore jamais atteint par un Corporate**. ENGIE a profité des conditions de marché attractives pour réaliser sa première émission hybride sous format Green pour un montant de 1 milliard d'euros. L'obligation perpétuelle subordonnée porte un coupon de 1,375 % et sa première période de non-call est de 5,25 ans. Elle viendra remplacer les émissions de 600 millions d'euros, 3,875 %, non-call 2018 et de 300 millions de livres Sterling, 4,625 %, non-call 2019. Avec ces emprunts, le total obligataire émis par ENGIE en Green Bond depuis 2014 atteint 6,25 milliards d'euros, confirmant son engagement à jouer un rôle de premier plan dans la transition énergétique tout en accompagnant le développement de la finance verte.
- **18 mai 2018 : Décision du Conseil d'Administration d'ENGIE : Jean-Pierre Clamadieu nouveau Président d'ENGIE**. A l'issue de l'Assemblée générale de ses actionnaires qui a marqué la fin du mandat et de la présidence de Gérard Mestrallet et la désignation de Jean-Pierre Clamadieu en tant qu'administrateur indépendant, le Conseil d'administration d'ENGIE s'est réuni et a nommé à l'unanimité Jean-Pierre Clamadieu Président du Conseil d'administration. Il a également nommé Gérard Mestrallet Président d'honneur du Groupe, saluant ainsi l'ensemble de son action. Par ailleurs, le Conseil d'administration a enregistré le départ de Stéphane Pallez. Ross McInnes, nommé administrateur



indépendant par l'Assemblée générale, rejoint le Comité d'audit du Conseil d'administration. Christophe Agogué, qui succède à Olivier Marquer dont le mandat d'administrateur salarié pour le collège « ingénieurs, cadres et assimilés » arrivait à échéance, est nommé membre du Comité pour l'Ethique, l'Environnement et le Développement Durable. Le Conseil d'administration est désormais composé de 19 membres dont 9 indépendants, 8 femmes et 5 nationalités différentes.

- **18 mai 2018 : Réaction à la décision du Conseil d'Etat sur les tarifs réglementés de vente d'électricité en France.** ENGIE prend acte de la décision du Conseil d'Etat sur sa requête, publiée le 18 mai 2018, jugeant que les tarifs réglementés de vente d'électricité sont contraires au droit européen, en l'absence de mécanisme de réexamen périodique et compte tenu de leur application trop large englobant les clients particuliers mais également les clients professionnels. ENGIE se félicite de cette avancée bénéfique aux consommateurs professionnels qui disposeront d'un véritable choix grâce à des prix plus compétitifs. Ils auront plus facilement accès aux offres innovantes proposées par l'ensemble des fournisseurs, comme celles d'ENGIE. ENGIE regrette néanmoins que le Conseil d'Etat ait retenu une analyse différente de celle du 19 juillet 2017, qui avait considéré, pour d'autres motifs, que le maintien des tarifs réglementés de vente de gaz naturel était contraire au droit européen, après avoir sollicité l'avis de la Cour de Justice de l'Union Européenne. Ainsi, ENGIE sera attentif à ce que les tarifs réglementés de vente d'électricité aux clients particuliers fassent l'objet d'un réexamen périodique permettant aux fournisseurs alternatifs de proposer des offres compétitives pour être en mesure de concurrencer efficacement l'opérateur historique. En effet, ENGIE considère que le maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité pour les particuliers ferait perdurer une profonde distorsion de concurrence sur les marchés de l'énergie où se confrontent les mêmes acteurs et conforte excessivement la position dominante de l'opérateur historique en électricité en France. Il appartiendra aux autorités et tribunaux européens, qui n'ont pas été sollicités, contrairement à ce qui avait été fait pour les tarifs réglementés de vente de gaz naturel, de faire connaître leur point de vue.
- **20 juin 2018 : ENGIE conteste avoir reçu une aide d'Etat du Luxembourg.** ENGIE prend note du sens de la décision de la Commission européenne rendue le 20 juin 2018 à l'encontre du Luxembourg. Cette dernière porte sur deux décisions anticipatives fiscales de 2008 et 2010 relatives au traitement fiscal d'opérations de financement d'activités du Groupe au Luxembourg. ENGIE a pleinement respecté la législation fiscale applicable et considère ne pas avoir bénéficié d'une aide d'Etat. Par ailleurs, ENGIE a été transparent en demandant, par anticipation, aux autorités luxembourgeoises, la confirmation de sa bonne interprétation du droit luxembourgeois. ENGIE ne manquera pas de faire valoir tous ses droits pour contester la qualification d'aide d'Etat estimant que la Commission n'a pas apporté la preuve d'un avantage fiscal sélectif. Ainsi, ENGIE demandera l'annulation de cette décision de la Commission devant les juridictions compétentes.
- **06 juillet 2018 : Evolution du comité exécutif d'ENGIE à compter du 6 juillet 2018.** Afin de coordonner les efforts de performance des entités opérationnelles d'ENGIE, Paulo Almirante devient Directeur des Opérations (COO) du Groupe. Fort d'une expertise industrielle et d'une expérience internationale reconnues, il soutiendra l'action des membres du comité exécutif au service des programmes de performance et de développement en cours. Il reste par ailleurs Directeur Général Adjoint chargé des Business Units Generation Europe, Brésil, Europe du Nord, du Sud et de l'Est, Moyen-Orient, Asie du Sud et Centrale, Turquie et de la Responsabilité Environnementale et Sociétale.



- **13 juillet 2018 : ENGIE, en partenariat avec Nexity, projette de créer son futur campus au sein d'un éco-quartier exemplaire sur le territoire de Paris La Défense.** ENGIE et Nexity ont conclu un partenariat financier et technologique pour acquérir et transformer ensemble en éco-quartier exemplaire un terrain industriel de 9 hectares situé à La Garenne-Colombes, dans les Hauts-de-Seine (92) en France. Ce nouveau territoire de Paris La Défense accueillera notamment un futur éco-campus d'ENGIE. Les deux groupes mutualiseront leurs savoir-faire respectifs en matière de ville durable et de transition énergétique pour développer ce projet urbain d'intérêt général, en collaboration étroite avec la Ville et les acteurs publics. Pensé pour les futurs usagers, habitants et salariés, et vitrine de la transition énergétique et environnementale, ce projet ambitieux est situé dans le périmètre d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la ville de La Garenne-Colombes, sur un terrain acquis auprès du groupe PSA et qui sera libéré à la fin de l'année 2018. Pour ENGIE, dans le respect des prérogatives de ses instances représentatives du personnel concernées, il s'agirait de créer, à l'horizon 2022-2023, un campus sur-mesure de plus de 120 000 m², aux meilleurs standards de qualité de vie au travail, pour regrouper notamment des équipes d'Île-de-France dans un lieu fédérateur, favorisant la coopération, la transversalité et l'ouverture.

Notes de bas de page

¹ Hors effets change et périmètre.

² Variations par rapport au premier semestre 2017.

³ Après quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence.

⁴ i.e. hors E&P et GNL.

⁵ Données 2017 retraitées suite au classement des activités *LNG midstream and upstream* en « activités non poursuivies » à compter de mars 2018 et à l'application des nouvelles normes IFRS 9 et IFRS 15.

⁶ Cash Flow From Operations (CFFO) = *Free Cash Flow* avant Capex de maintenance.

⁷ i.e. marge brute d'autofinancement opérationnelle (MBAO).

⁸ Données retraitées suite au classement des activités *LNG midstream and upstream* en « activités non poursuivies » à compter de mars 2018 et pro forma des provisions et contrats de location.

⁹ Impact cumulé du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2018.

¹⁰ Ces objectifs et cette indication excluent les contributions de l'E&P et du GNL et reposent sur des hypothèses de température moyenne en France, de répercussion complète des coûts d'approvisionnement sur les tarifs régulés du gaz en France, d'absence de changements comptables significatifs autre que ceux liés à IFRS 9 et IFRS 15, d'absence de changement substantiel de réglementation et de l'environnement macro-économique, d'hypothèses de prix des commodités basées sur les conditions de marché à fin décembre 2017 pour la partie non couverte de la production et de cours de change moyens suivants pour 2018 : €/€ : 1,22 ; €/BRL : 3,89 et ne tiennent pas compte d'impacts significatifs de cessions non encore annoncées au 31/12/2017. En outre, le maintien de la guidance 2018 repose sur l'hypothèse d'un redémarrage des unités nucléaires belges conformément au calendrier publié dans REMIT à ce jour.



La présentation de la conférence téléphonique investisseurs sur les résultats financiers au 30 juin 2018 est disponible sur le site internet du Groupe :

<http://www.engie.com/investisseurs/resultats-3/resultats-2018/>

PROCHAINS EVENEMENTS

- 12 octobre 2018 :** Paiement d'un acompte sur dividende (0,37 € par action) au titre de l'exercice 2018. La date de détachement du dividende est fixée au 10 octobre 2018.
- 07 novembre 2018 :** Publication des informations financières au 30 septembre 2018, avant ouverture des marchés.



Avertissement important

Les agrégats présentés sont ceux habituellement utilisés et communiqués aux marchés par ENGIE. La présente communication contient des informations et des déclarations prospectives. Ces déclarations comprennent des projections financières et des estimations ainsi que les hypothèses sur lesquelles celles-ci reposent, des déclarations portant sur des projets, des objectifs et des attentes concernant des opérations, des produits ou des services futurs ou les performances futures. Bien que la direction d'ENGIE estime que ces déclarations prospectives sont raisonnables, les investisseurs et les porteurs de titres ENGIE sont alertés sur le fait que ces informations et déclarations prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes, difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle d'ENGIE qui peuvent impliquer que les résultats et développements attendus diffèrent significativement de ceux qui sont exprimés, induits ou prévus dans les déclarations et informations prospectives. Ces risques comprennent ceux qui sont développés ou identifiés dans les documents publics déposés par ENGIE auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), y compris ceux énumérés sous la section « Facteurs de Risque » du document de référence d'ENGIE (ex GDF SUEZ) enregistré auprès de l'AMF le 28 mars 2018 (sous le numéro D.18-0207). L'attention des investisseurs et des porteurs de titres ENGIE est attirée sur le fait que la réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur ENGIE.

A propos d'ENGIE

Nous sommes un groupe mondial de l'énergie et des services, qui repose sur trois métiers clés : la production d'électricité bas carbone, notamment à partir de gaz naturel et d'énergies renouvelables, les infrastructures énergétiques et les solutions clients. Portés par notre ambition de contribuer à un progrès harmonieux, nous relevons les grands défis mondiaux comme la lutte contre le réchauffement climatique, l'accès à l'énergie pour tous, ou la mobilité, et proposons à nos clients particuliers, entreprises et collectivités des solutions de production d'énergie et des services qui réconcilient intérêts individuels et enjeux collectifs.

Sobres en carbone, nos offres intégrées, performantes et durables s'appuient sur les technologies digitales. Au-delà de l'énergie, elles facilitent le développement de nouveaux usages et favorisent de nouveaux modes de vie et de travail. Notre ambition est chaque jour portée par chacun de nos 150 000 salariés dans 70 pays. Avec nos clients et nos partenaires, ils constituent une communauté d'imaginative builders, des femmes et des hommes qui imaginent et construisent aujourd'hui des solutions d'avenir pour un progrès harmonieux.

Chiffre d'affaires 2017 : 65 milliards d'euros. Coté à Paris et Bruxelles (ENGI), le Groupe est représenté dans les principaux indices financiers (CAC 40, BEL 20, Euro STOXX 50, STOXX Europe 600, MSCI Europe, Euronext 100, FTSE Eurotop 100, Euro STOXX Utilities, STOXX Europe 600 Utilities) et extra-financiers (DJSI World, DJSI Europe et Euronext Vigeo Eiris - World 120, Eurozone 120, Europe 120, France 20, CAC 40 Governance).

Pour en savoir plus : www.engie.com

Contact presse :

Tél. : +33 (0)1 44 22 24 35

Courrier électronique : engiepress@engie.com

Contact relations investisseurs :

Tél. : +33 (0)1 44 22 66 29

Courrier électronique : ir@engie.com



Les données relatives au compte de résultat et flux de trésorerie de la période close le 30 juin 2017 ont été retraitées du fait de l'entrée en application des normes IFRS 9 - Instruments Financiers et IFRS 15 - Produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires) tirés de contrats conclus avec des clients, ainsi que du classement en « Activités non poursuivies » des activités amont de gaz naturel liquéfié (GNL). Le passage de l'information publiée à l'information comparative retraitée est présenté dans la Note 2 « Retraitement de l'information comparative » des notes aux comptes consolidés condensés semestriels.

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE SIMPLIFIÉ

En Mds€

ACTIF	31/12/2017 ⁽¹⁾	30/06/2018	PASSIF	31/12/2017 ⁽¹⁾	30/06/2018
ACTIFS NON COURANTS	92,4	90,9	Capitaux propres, part du groupe	36,3	36,7
ACTIFS COURANTS	57,7	60,4	Participations ne donnant pas le contrôle	5,8	5,2
dont instruments liquides de dette destinés au placement de la trésorerie	1,1	1,2	TOTAL CAPITAUX PROPRES	42,1	41,9
dont trésorerie et équivalents de trésorerie	8,9	9,5	Provisions	21,7	21,8
TOTAL ACTIF	150,1	151,3	Dettes financières	33,0	31,8
			Autres dettes	53,3	55,8
			TOTAL PASSIF	150,1	151,3

Dettes financières nettes au 30/06/18 : 20,5 Mds€ = dettes financières s'élevant à 31,8 Mds€ - trésorerie et équivalents de trésorerie 9,5 Mds€ - actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat 1,2 Mds€ - actifs liés au financement 0,01 Mds€ (inclus dans les actifs non courants) - instruments financiers dérivés relatifs à la dette 0,5 Mds€

(1) Données 2017 retraitées suite à l'application des nouvelles normes IFRS 5, 9 et 15



COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ

En M€

	S1 2017 ⁽¹⁾	S1 2018
CHIFFRE D'AFFAIRES	30 160	30 182
Achats	-16 125	-15 632
Charges de personnel	-5 051	-5 320
Amortissements, dépréciations et provisions	-1 741	-1 841
Autres produits et charges opérationnels	-4 394	-4 536
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	169	209
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT après quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3 018	3 061
MTM, dépréciations d'actifs, restructurations et cessions	-490	-397
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPERATIONNELLES	2 528	2 665
Résultat financier (charge)	-734	-665
dont coût de l'endettement net récurrent	-330	-293
dont éléments non récurrents du résultat financier	-157	-87
dont autres	-247	-285
Impôts	-373	-657
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle des activités poursuivies	397	263
Résultat net Part du Groupe des activités non poursuivies	180	-142
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 205	938
EBITDA	5 000	5 065

(1) Données 2017 retraitées suite à l'application des nouvelles normes IFRS 5, 9 et 15



FLUX DE TRÉSORERIE

En M€	S1 2017 ⁽¹⁾	S1 2018
MBA avant charge financière et impôts	4 326	4 780
Impôts payés (hors impôts payés sur cessions)	-569	-291
Variation du BFR	279	-988
Flux de trésorerie issus des activités opérationnelles poursuivies	4 036	3 501
Flux de trésorerie issus des activités opérationnelles non poursuivies	-26	82
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	4 010	3 583
Investissements corporels et incorporels nets	-2 285	-2 603
Investissements financiers	-1 220	-844
Cessions et autres flux liés à l'investissement	3 556	885
Flux de trésorerie issus des activités d'investissement poursuivies	50	-2 562
Flux de trésorerie issus des activités d'investissement non poursuivies	67	-155
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DE L'INVESTISSEMENT	117	-2 717
Dividendes payés	-1 622	-1 428
Rachat d'actions	5	-1
Solde des remboursements / nouveaux emprunts	-216	-123
Intérêts financiers nets versés	-369	-307
Augmentation de capital / émissions hybrides	46	15
Emission de titres super-subordonnés à durée indéterminée	0	989
Autres flux de trésorerie	-752	-314
Flux de trésorerie issus des activités de financement poursuivies hors CL activités non poursuivies	-2 906	-1 168
Flux de trésorerie issus des activités de financement non poursuivies	5	1 020
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DU FINANCEMENT	-2 901	-148
Effet des variations de change, de méthodes et divers des activités poursuivies	-127	-109
Effet des variations de change, de méthodes et divers des activités non poursuivies	37	-1
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	9 813	8 929
TOTAL DES FLUX DE TRÉSORERIE DE LA PÉRIODE	1 136	607
Reclassement de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités non poursuivies	-21	-1
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	10 927	9 535

(1) Données 2017 retraitées suite à l'application des nouvelles normes IFRS 5, 9 et 15. Les flux de trésorerie issus des activités opérationnelles et issus de l'investissement diffèrent de la publication du 10 juillet 2018 du fait d'un reclassement interne de 113 M€.



CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉGION

En M€	S1 2017 ⁽¹⁾	S1 2018	18/17
France	12 385	12 912	+ 4,3 %
Belgique	3 808	3 035	- 20,3 %
SOUS-TOTAL FRANCE-BELGIQUE	16 193	15 947	- 1,5 %
Autres pays de l'UE	7 049	7 657	+ 8,6 %
dont Italie	1 292	1 553	+ 20,2 %
dont Royaume-Uni	1 946	2 227	+ 14,5 %
dont Allemagne	1 309	1 324	+ 1,2 %
dont Pays-Bas	1 102	1 162	+ 5,4 %
Autres pays européens	579	366	- 36,8 %
SOUS-TOTAL EUROPE	23 820	23 970	+ 0,6 %
Amérique du Nord	1 715	1 849	+ 7,8 %
SOUS-TOTAL EUROPE & AMERIQUE DU NORD	25 535	25 819	+ 1,1 %
Asie & Pacifique	2 012	1 957	- 2,8 %
Amérique du Sud	2 053	1 919	- 6,5 %
Moyen-Orient, Turquie & Afrique	560	486	- 13,2 %
TOTAL	30 160	30 182	+ 0,1 %

(1) Données 2017 retraitées suite à l'application des nouvelles normes IFRS 5, 9 et 15.



ANNEXE : Autres faits marquants de la période

Développer la production d'électricité peu émettrice de CO₂

Du 1^{er} janvier au 30 juin 2018 :

- ENGIE et SUEZ partenaires pour accélérer la transition énergétique des territoires en développant l'énergie solaire.
- Emmanuel Macron, Narendra Modi et Isabelle Kocher inaugurent le parc solaire d'ENGIE à Mirzapur en Inde.
- ENGIE acquiert Infinity Renewables aux Etats-Unis, développeur de projets éoliens et solaires.
- ENGIE remporte un projet éolien de 200 MW en Inde, portant à 1 GW les capacités renouvelables du Groupe dans le pays.
- AIR PRODUCTS et ENGIE innovent ensemble en signant un contrat qui certifie la traçabilité de l'électricité verte grâce à la blockchain.
- ENGIE et Meridiam remportent deux projets solaires photovoltaïques au Sénégal.
- Nouvelle étape pour ENGIE dans les énergies renouvelables avec le développement d'un projet éolien de 300 MW en Espagne.
- ENGIE confirme sa position de N°1 du solaire et de l'éolien en France avec l'acquisition du groupe LANGA.
- Mise à jour de l'agenda des révisions programmées de trois unités nucléaires belges.
- ENGIE cède la totalité de sa participation dans Glow en Asie-Pacifique, et cesse ainsi toute exploitation de centrale charbon dans la région.
- ENGIE et EDPR se félicitent de la confirmation de leurs projets éoliens en mer en France.

Depuis le 1^{er} juillet 2018 :

- ENGIE et SUSI construisent un parc éolien de 208 MW en Norvège.

Développer les infrastructures, essentiellement gazières

Du 1^{er} janvier au 30 juin 2018 :

- Le 22 février 2018, la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a publié trois délibérations qui mettent en œuvre la régulation des stockages souterrains de gaz en France.
- Les partenaires du projet GRHYD inaugurent le premier démonstrateur Power-to-Gas en France.

Développer les solutions intégrées pour ses clients

Du 1^{er} janvier au 30 juin 2018 :

- Acquisition d'Electro Power Systems, pionnier des solutions de stockage hybrides.
- ENGIE acquiert SoCore Energy aux Etats-Unis, développeur, propriétaire et opérateur intégré d'installations solaires basé à Chicago.
- ENGIE et Axiom acquièrent un système énergétique desservant six établissements médicaux affiliés à Harvard aux États-Unis.
- ENGIE acquiert Unity International Group, société d'installation en génie électrique basée à New York City.
- ENGIE enrichit son offre d'autoconsommation solaire en France.



- ENGIE renforce sa position dans les services aéroportuaires avec l'acquisition d'une entreprise suisse.
- ENGIE inaugure la plus importante flotte utilitaire hydrogène et la première station multi-carburants alternatifs en France.

Depuis le 1^{er} juillet 2018 :

- ENGIE rachète Flashnet, une entreprise IoT spécialisée dans l'éclairage public intelligent.
- ENGIE investit dans HomeBiogas, fournisseur d'une solution innovante de production de biogaz pour les particuliers.